

Maimouna TRAORE : doctorante en Sociologie à l'université de Poitiers. Membre du laboratoire ICoTEM (Identité et Connaissance des territoires et des Environnements en Mutation), MSHS Poitiers, trayatana2@yahoo.fr

La gestion des déchets ménagers et le rapport à l'espace public : l'exemple de la ville de Ouagadougou (Burkina Faso).

Cette communication s'inscrit dans le cadre d'une thèse en cours qui s'intitule « Logiques identitaires et gestion des déchets ménagers dans le " Ouagadougou sale " et le "Ouagadougou propre" ». Dans cette recherche, nous voulons montrer que le déchet peut servir à analyser le travail jamais terminé de recomposition identitaire. Quelles que soient leurs modalités d'apparition dans l'espace, les déchets sont d'abord marqués du sceau de l'anonymat. En effet, comme le souligne Jeudy, « le déchet fait figure de saleté parce qu'il n'appartient à personne. Il est sans territoire propre.» (Jeudy, 1991, p.105). Cet état est donc synonyme d'anonymat, de banalité, de mort, de déclassement. Pourtant, même dans cet état, Pierre nous apprend que les déchets sont en relation avec l'identité :

« Car si le déchet mobilise les affects suscitant chez certains des refus de paroles autant qu'il déclenche une logorrhée chez d'autres, c'est qu'il a partie liée avec la construction identitaire. Et ce n'est pas sans raison que le champ sémantique du déchet fournit une insatiable batterie au registre injurieux : les noms des déchets nous accablent. Qu'est-ce qui explique cette force valence du déchet, sinon le fait que le déchet mette en jeu des identités ? » (Pierre, 2002, p. 12)

C'est dire que les déchets sont des marqueurs identitaires. Il s'agit donc de montrer que les conceptions et les modes de gestion des déchets reposent sur des cadres de référence qui sont en perpétuelle mutation suivant les époques, les contextes et bien d'autres raisons encore. Ce qui induit que les individus, tout en reconnaissant leur filiation à un groupe particulier en viennent à adhérer et à revendiquer des valeurs propres à un autre. Ou, tout simplement, à considérer que les valeurs qu'ils revendiquent ne dépendent d'aucun groupe. C'est pourquoi notre tentative de compréhension des logiques et des pratiques ne se limite pas aux ménages, aux groupes ethniques ou culturels. Elle intègre les institutions et bien d'autres acteurs qui participent à la gestion des déchets comme le rappelle Ouattara :

« Si la question de l'assainissement implique une appréhension des conceptions culturelles, elle devrait se conjuguer avec une socio-anthropologie des institutions et des acteurs stratégiques en matière d'assainissement. Cette démarche nous paraît incontournable pour accéder aux modalités d'appropriation de la gestion des déchets par les différents acteurs pour pouvoir ajuster toute action efficace. » (Ouattara, 2002, p. 9)

Il nous a donc semblé judicieux pour une compréhension des pratiques de gestion des déchets de nous intéresser en premier lieu aux ménages mais aussi aux planificateurs urbains. Pour ce faire, nous avons choisi comme cadre d'étude la ville de Ouagadougou.

Ouagadougou à l'instar d'autres villes africaines est de plus en plus confrontée à une forte production de déchets dont la gestion devient problématique. Malgré la multiplication des acteurs qui interviennent dans l'assainissement de la ville et l'adoption d'un Schéma Directeur de la Gestion des Déchets, Ouagadougou continue d'être marquée par des poches d'insalubrité. Cette situation s'explique par le fait que les ménages qui sont les principaux producteurs de déchets ont des attitudes variées face au principe du pollueur-payeur. Il y a ceux qui préfèrent se débarrasser

de leurs déchets dans la rue. Celle-ci devient un tout-à-l'égout qui reçoit le contenu des fosses d'aisance, les eaux usées, les ordures, etc. Il y a également ceux qui consentent à payer pour l'enlèvement de leurs déchets mais s'en prennent à l'action publique, notamment à la municipalité qui selon eux, devrait être la seule à s'occuper de la gestion des déchets compte tenu de toutes les taxes qu'elle perçoit. En plus de ces attitudes, il y a une partie de la population qui accuse la municipalité d'appliquer une politique d'assainissement de la ville à deux vitesses : une pour les nantis qui sont débarrassés de leurs déchets et une autre pour les pauvres qui ploient sous leurs déchets et ceux des nantis.

Face à ses accusations, la municipalité lit la salissure de la ville comme la conséquence d'actes d'incivisme qui découleraient de l'usage de l'espace public comme dépotoir. Notre recherche a pour objectif de montrer qu'à travers la gestion des déchets on peut lire la complexité des rapports sociaux, particulièrement les liens entre l'action publique et les pratiques des populations. Il s'agit donc d'examiner les rapports de force qui se cristallisent autour de la gestion des déchets. C'est pourquoi nous nous sommes d'abord intéressée aux acteurs privilégiés de cette gestion : la municipalité et la population, ensuite aux rapports entre ces deux acteurs (mais) aussi des rapports entre les populations.

Grâce à la revue de littérature, nous avons découvert qu'en Afrique, c'est une « conception topocentrique » (Etienne Leroy, 1991) de l'espace qui prévaut. En Afrique de l'Ouest, culturellement, on a affaire à une conception topocentrée de l'espace qui entraîne une césure entre l'espace socialisé, intérieur et privé qui fait l'objet d'attention et d'entretien, et l'espace extérieur, sauvage qui est conçu comme un espace appropriable. Il sert de déversoir et de dépotoir de déchets. On y jette et fait tout ce qu'on ne s'autoriserait pas à faire chez soi. La finalité de ce mode d'organisation de l'espace étant de réduire les risques de souillure, de corruption de l'espace habité. Ces pratiques qui ont cours en milieu rural sont transférées en ville par les populations rurales qui décident de s'y installer. Ces transferts ne vont pas sans poser de problème de gestion de l'espace urbain puisque les pratiques de gestion des déchets en l'occurrence ne s'accordent pas avec les codes de la culture urbaine. Pour l'habitus populaire, la première caractéristique de l'espace public urbain est de n'appartenir à aucune famille, donc à personne. (...) c'est-à-dire appropriable privativement par toute personne capable de s'en saisir pour en faire un usage privé ! (Bouju *et al*, 2002). Cette logique et ces pratiques s'appliquent à tout espace ouvert et à tout espace non investi par son propriétaire. C'est ce que l'on constate quotidiennement sur les parcelles à usage d'habitation qui sont inoccupées. Elles sont transformées, au mieux, en lieu de passage, au pire en dépotoirs d'ordures, voire en aires de défécation.

La variété des conceptions et des pratiques conduit les groupes qui se rencontrent dans le cadre urbain à établir des classifications que nous appelons des logiques de distinction et de hiérarchisation. Celle-ci amène à considérer certains groupes comme plus sales ou plus propres que d'autres au regard de leurs modes de gestion des déchets

Nous nous sommes également inspirée de la notion d' « offenses territoriales » que Goffman (1973) a développée à propos des territoires du moi. L'offense territoriale consiste pour un individu à empiéter sur une réserve revendiquée par et pour un autre. Ce qui signifie que l'un fait alors obstacle au droit de l'autre. Cette notion nous a permis de cerner la façon dont les modes de gestion des déchets des uns peuvent être ressentis par les autres comme des formes d'intrusion dans leurs territoires (nuisances olfactives, visuelles, etc.). Dans la même veine, elle nous a permis d'expliquer en quoi certaines offenses territoriales peuvent relever d'actes de salissure consciente et de souillure volontaire. Ceux-ci ayant pour but de défier une autorité.

Les enquêtes de terrain, nous les avons réalisés dans cinq secteurs de la ville de Ouagadougou (les secteurs n°1, n°10, n°14, n°15 et n°23) que nous avons choisis en fonction de leur emplacement par rapport au centre-ville, des caractéristiques des populations qui y résident et des activités qui s'y développent. Pour la collecte des données, nous avons privilégié deux types d'observation : l'observation directe et l'observation indirecte. Afin de cerner les logiques qui sous-tendent les modes de gestion des déchets dans la ville de Ouagadougou au-delà des discours que les acteurs utilisent pour légitimer leurs pratiques, il nous fallait entre autres observer ces dernières. Cet exercice nous a permis de relever les pratiques au sein des ménages mais également dans les rues, de saisir les décalages qui existent souvent entre "le geste et la parole" des acteurs. Comme le rappelle justement Bianquis-Gaser, :

« Par l'acte d'observation du détail, que ce soit par le regard ou toute autre technique telles que l'écoute, la consultation d'archives ou le partage du quotidien, l'ethnologue en situation d'immersion dans le groupe, est à même d'enregistrer des phénomènes qui n'auraient pas surgi dans les entretiens, que ce soit par omission intentionnelle ou non des informateurs. Mais l'observation permet également de repérer les écarts qui peuvent se manifester entre ce que l'on dit faire et ce que l'on fait. » (Bianquis-Gaser, 2004, p. 175)

Malgré l'essor de la méthode ethnographique dans le cadre urbain (Cf. Raulin, 2001 ; Petonnet 2002), en ville, par rapport à certaines thématiques, il reste relativement difficile de pénétrer dans les ménages et de vivre parmi eux. Nous avons privilégié l'observation non participante compte tenu du temps et des moyens matériels qui nous étaient impartis pour la réalisation de nos enquêtes de terrain. Traiter de la question de la production des déchets ménagers et de leur gestion dans le cadre domestique c'est placer l'intimité des ménages sous surveillance. Ce qui implique de disposer d'un temps relativement long afin que les ménages adoptent l'observateur et acceptent qu'il puisse capter une part de leur intimité, de leur vie privée. Cet exercice n'est pas toujours évident, si on se rappelle que nos déchets parlent de nous, de ce que nous sommes. Il aurait également fallu que nous soyons à même de respecter les trois principes de l'enquête ethnographique que sont : l'interconnaissance, la réflexivité et la longue durée de séjour (Beaud et Weber, 2003). Dans l'un de nos secteurs d'enquête, plus précisément la rue 1.05 du secteur 1, nous avons pu réaliser nos investigations sur la longue durée (au moins trois mois sur deux années consécutives). Ce qui nous a permis d'éprouver les réseaux d'interconnaissances dans cette rue et de nous y faire une place. Nous avons également été sensible à la réflexivité que suscite le travail d'enquêteur (l'explication des surprises, l'interaction qui peut naître de la situation d'enquête et les conditions objectives qui rendent compte du point de vue de l'enquêteur). Toutefois, cette observation prolongée n'a pas prévalu dans l'ensemble des secteurs enquêtés. C'est ce qui explique l'usage de questionnaires et la réalisation d'entretiens (entretiens semi directifs et récits de vie). Grâce à ces outils complémentaires, nous avons tenté de cerner les répertoires de justification que les différents acteurs de la gestion des déchets (hommes, femmes, personnel municipal, opérateurs privés, associations, etc.) mobilisent pour justifier leurs pratiques.

Sur la base des données collectées (enquêtes de terrain), de la revue de littérature et des analyses qualitatives (analyse de contenu) que nous avons effectuées, nous avons pu constater que les difficultés liées à la gestion des déchets reposent sur des divergences de conception et de *manières d'habiter la ville*. Autrement dit, à Ouagadougou, la gestion des déchets pose problème parce que les logiques des décideurs/aménageurs ne coïncident pas avec les logiques d'une partie de la population, notamment celle qui s'estime oubliée par l'action publique. Cette dernière use de la salissure volontaire pour rappeler aux autorités son statut de « hors la ville ». Quant aux autorités, elles ne comprennent pas la salissure comme un appel à l'aide mais comme une manifestation de comportements réfractaires au changement et comme une marque d'incivisme.

Au sein de la population les différentes *manières d'habiter la ville* et d'y gérer des déchets sont parfois à l'origine de relations conflictuelles lorsque les seuils de tolérance des offenses territoriales ne sont plus supportables. Cet « abaissement des seuils de tolérance » coïncide avec la multiplication des cadres de références.

Bibliographie

BEAUD S. et WEBER F., 2003, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, la Découverte, Nouv. Éd., (1^{ère} éd.1997).

BIANQUIS-GASER I., 2004, « Observation participante (technique de l') », in Mucchielli A. (dir). *Dictionnaire des méthodes qualitatives sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, 2^e édition mise à jour et augmentée, p 174-181.

BOUJU J. *et al*, 2002, Une anthropologie politique de la fange. La souillure de la ville par les eaux usées et les excréta à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), Rapport de l'Action de recherche n°4, Programme de recherche « gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain » PS/Eau, Marseille, SHADYC-GRIL.

GOFFMAN E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne. .2 Les relations en public*. Paris, Minuit.

JEUDY H.-P., 1991, « Le choix public du propre. Une propriété des sociétés modernes », *Les Annales de la Recherche urbaine*, n°53, décembre, p. 102-107.

OUATTARA F., 2002, « Espace public et citoyenneté au Burkina Faso : la salissure de la ville comme enjeu politique », Atelier régional sur la gestion partagée des déchets dans les villes africaines, PDM, Ministère des Affaires Etrangères français, PS/Eau, Cotonou, 9-11 juillet 2002.

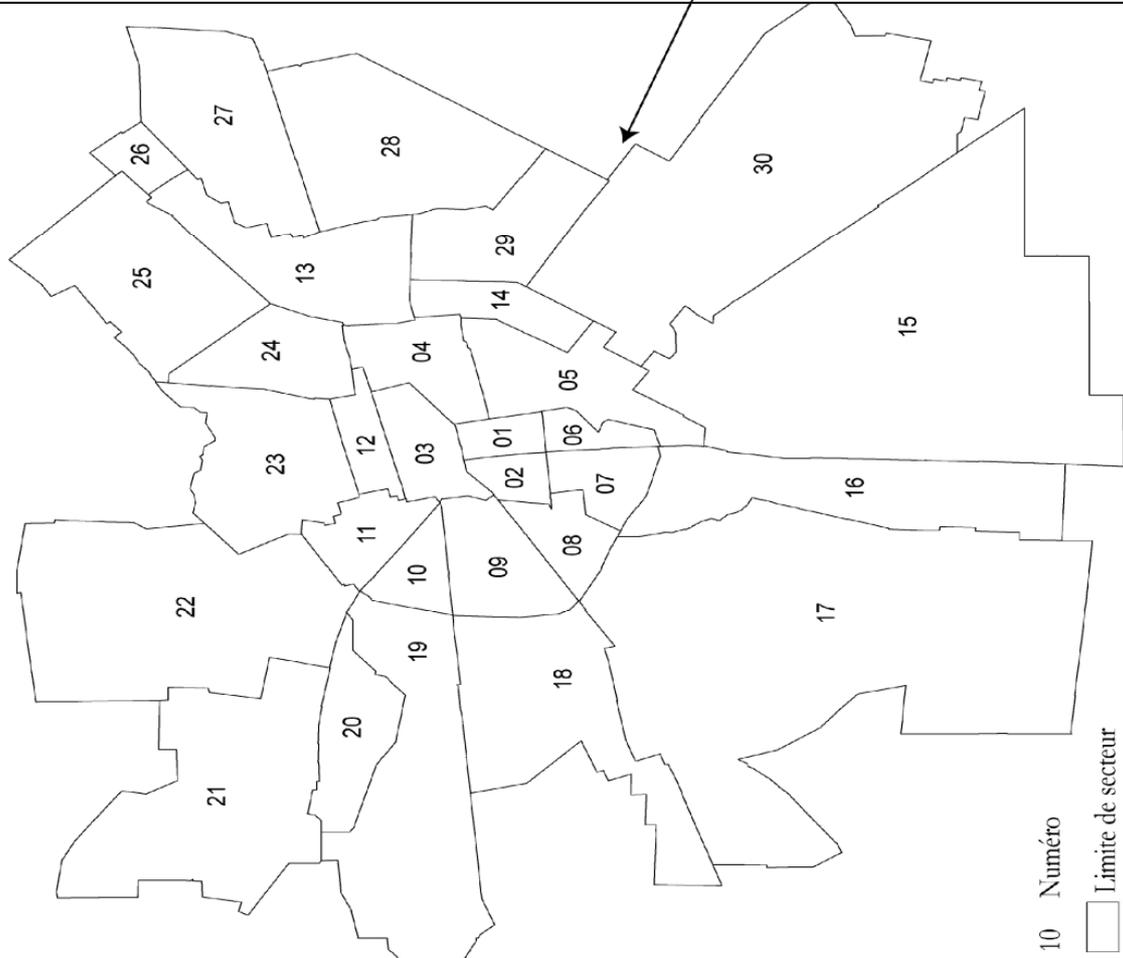
PETONNET C., 2002, *On est tous dans le brouillard*, Paris, Éd. du C.T.H.S.

PIERRE M., 2002, « Introduction : déchets et identités », in Pierre M., (coord.), *Les déchets ménagers entre privé et public : approches sociologiques*, Paris, L'Harmattan, p. 11-17.

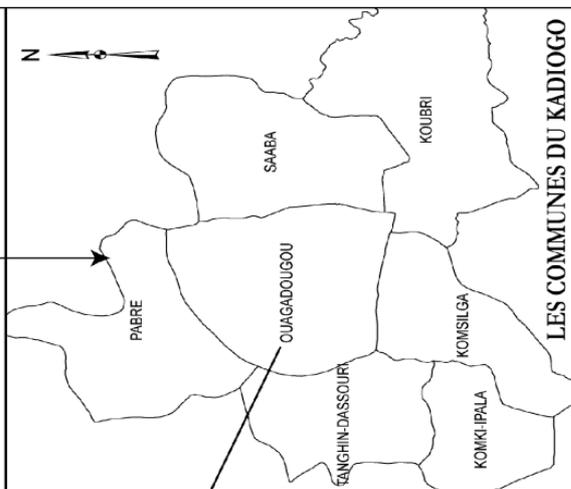
RAULIN A., 2001, *Anthropologie urbaine*, Paris, Armand Colin, collection Cursus Sociologie.

LOCALISATION DE LA COMMUNE DE OUAGADOUGOU

LES SECTEURS DE OUAGADOUGOU



LES PROVINCES DU BURKINA FASO



10 Numéro

Limite de secteur